

### *Initiatives ministérielles*

J'ajouterai que, faute d'une bonne stratégie à long terme, toute cette question du renouveau économique risque d'être mal comprise par le secteur industriel et par les consommateurs en général.

À cet égard, je tiens à dire que nous avons beaucoup de chance d'avoir des établissements du genre de ceux que nous avons dans notre société. Je suis très impressionné par une déclaration que la présidente de l'Association des banquiers canadiens publiée aujourd'hui dans le *Ottawa Citizen*, laissant entendre que le secteur des banques est entre bonnes mains. Notre secteur des banques est certes entre bonnes mains.

Il y a un point que le gouvernement devrait examiner de très près, je crois, et c'est la délivrance de permis à des entreprises étrangères qui ne sont pas des banques dans leur pays. C'est une question qui afflige particulièrement notre caucus aussi bien, je crois, que le secteur industriel lui-même.

Je suis maintenant disposé à répondre à des questions des deux côtés de la Chambre.

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Madame la Présidente, je voudrais féliciter mon collègue d'Ottawa-Centre d'avoir non seulement bien exprimé ses préoccupations au sujet du secteur bancaire et de la voie économique dans laquelle notre pays est engagé, semble-t-il, mais également de l'avoir fait manifester au nom de ses électeurs dont il est, en fait, très près.

Le député a déclaré que nous avons besoin d'une stratégie industrielle tournée non pas vers le passé, mais vers l'avenir et dénotant une certaine force et une certaine vision. Pourrait-il peut-être prendre un instant pour partager avec nous certaines des préoccupations sur le plan économique de ses électeurs et des gens qu'il a rencontrés un peu partout au Canada?

Pourquoi, selon lui, le gouvernement n'a-t-il pas mis en oeuvre une stratégie économique industrielle, alors qu'en 1984, le premier ministre a déclaré avec fierté que l'une des raisons pour lesquelles il avait été élu et son gouvernement avait été porté au pouvoir, résidait dans le fait que les conservateurs allaient apporter à toutes les régions du pays la prospérité économique? Or, comme il le sait, à l'instar de mes collègues de ce côté-ci de la Chambre, nous n'avons jamais traversé une récession aussi difficile et décourageante que celle-ci.

Il me tarde de connaître l'opinion de mon collègue sur ces questions.

**M. Harb:** Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue de son excellente question. Manifeste-

ment, il est très bien informé. C'est pourquoi il parle d'un manque de vision, bien que nous devrions peut-être plutôt parler d'un manque de compétence, car nous voyons tous les problèmes, nous les connaissons et nous ne faisons rien. Selon moi, c'est une question d'incompétence, madame la Présidente. Le gouvernement a peut-être la volonté politique voulue, mais il est incapable d'agir.

Il s'agit, en fait d'établir une politique, à long terme, qui s'inscrive dans le cadre d'une stratégie à long terme.

Chose certaine, lorsqu'on examine la situation économique, on doit reconnaître qu'elle n'empêche absolument personne de mettre en oeuvre les programmes voulus. Depuis quatre ou cinq ans, dans une bonne partie de ses discours, le premier ministre a parlé de recherche et de développement, d'éducation, de collaboration avec le secteur privé, et il s'agit là d'excellentes choses, mais malheureusement, c'est le gouvernement et personne d'autre qui est à blâmer si toutes ces belles déclarations ne sont restées que des voeux pieux.

On ne peut s'empêcher de se pencher, par exemple, sur l'emploi et la formation. Dans son discours de février, le premier ministre a déclaré qu'il fallait aborder toute la question de la formation et du recyclage de la main-d'oeuvre de façon globale, afin que nous puissions être compétitifs sur le marché mondial.

Or, les propositions constitutionnelles m'ont fait pratiquement bondir. J'ai été quelque peu étonné de constater que ce domaine allait être transféré aux provinces. On pourrait supposer que la main-d'oeuvre compte parmi les ressources les plus précieuses de notre société. Voilà pourtant qu'il est question de confier la formation et le recyclage de la main-d'oeuvre aux provinces.

Comment voulez-vous que les provinces pauvres, que ce soit celles du Canada atlantique, de l'Ouest canadien ou d'ailleurs au Canada où il n'y a ni argent ni ressources, puissent investir dans le recyclage de la main-d'oeuvre? On peut s'interroger sur les résultats d'un tel transfert. Outre la plus grande disparité qui existerait entre les provinces, il faudra admettre que les Canadiens ne pourraient plus soutenir la concurrence internationale. Les démunis de notre société s'en trouveraient encore plus démunis, car les provinces n'auraient plus de normes minimales à respecter quant à ce qu'elles doivent fournir. Imaginons un moment qu'il existe une norme en matière de formation professionnelle, mais que l'argent destiné à cette fin doive provenir d'un fonds sur lequel s'exercent des pressions semblables à celles que subit actuellement le gouvernement fédéral.